



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/777
29 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 55 de l'ordre du jour

CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ETRE CONSIDEREES COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Dimitris PLATIS (Grèce)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-quatrième session, en application de la résolution 43/67 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1988.

2. A sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1989, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. A sa 2e séance, le 13 octobre, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur les questions relatives au désarmement qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 49 à 69 et 151. Les délibérations sur ces points de l'ordre du jour ont eu lieu entre la 3e et la 25e séance, du 16 octobre au 1er novembre (voir A/C.1/44/PV.3 à 25). Les projets de résolution présentés à ce propos ont été examinés - et une décision prise - entre la 26e et la 41e séance, du 2 au 17 novembre (voir A/C.1/44/PV.26 à 41).

4. Pour l'examen du point 55, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (A/44/569);

b) Lettre datée du 23 juin 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/44/347-S/20702);

c) Lettre datée du 19 juillet 1989 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires a. i. de la Mission permanente du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant les documents finals de la Conférence des Ministres du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, tenue à Harare du 17 au 19 mai 1989 (A/44/409-S/20743 et Corr.1 et 2).

II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/44/L.6

5. Le 27 octobre 1989, la Suède a soumis un projet de résolution intitulé "Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination" (A/C.1/44/L.6), que sa délégation a présenté à la 28e séance, le 6 novembre.

6. A sa 32e séance, le 9 novembre, la Commission a adopté sans vote le projet de résolution A/C.1/44/L.6 (voir par. 7).

III. RECOMMANDATION DE LA PREMIERE COMMISSION

7. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 43/67 du 7 décembre 1988,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général 1/,

Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination".

1/ A/44/569.